

MBA Juriste Commande publique



Diplôme
Diplôme
université niv.
form. bac



**Domaine(s)
d'étude**
Administration,
Droit
constitutionnel
et public



Accessible en
Formation
continue



Établissements

Présentation

Diplôme d'Université - DU

L'ensemble des cours aura lieu en présentiel et/ou en distanciel synchrone

Spécificités

**UNE AUTRE POSSIBILITÉ POUR LES PROFESSIONNELS :
MODULES AU CHOIX, JOURNÉE PAR JOURNÉE, OU PAR
GROUPE**

Selon les besoins des professionnels, il est possible de participer à une seule ou plusieurs journées de formation, au choix dans les 15 journées précédemment décrites dans les enseignements du MBA. Chaque journée est au tarif de 300 euros, et si la demande est de 2 jours consécutifs ou plus, le tarif est ramené à 250 € la journée (tarifs 2021/2022).

Cette possibilité de formation « à la carte » permet de choisir ce qui intéresse sa pratique professionnelle et est dirigée vers les personnes travaillant et non en formation initiale.

L'obtention des journées par groupe de module permet d'obtenir le diplôme du MBA en plusieurs fois ou années.

FORMATION « INTRODUCTION AU DROIT DE LA COMMANDE PUBLIQUE », DURÉE 4 JOURS

Principalement concentrée sur la notion et les bases du processus d'achat, la formation propose le contenu des modules 1, 2, 6 et 7.

FORMATION « DROIT ET PRATIQUE DE L'EXÉCUTION DES CONTRATS DE LA COMMANDE PUBLIQUE », DURÉE 4 JOURS

Cette formation permet d'envisager les risques et les pratiques de la gestion d'un contrat de la commande publique en cours d'exécution, non seulement par la maîtrise des documents contractuels (CCAG, CCAP, CCTG...), mais aussi par la connaissance des conditions de modification du contrat par avenants, des fins normales et anticipées des contrats, des sanctions qu'il est possible d'imposer aux cocontractants ou des garanties contractuelles et post-contractuelles mobilisables. La formation propose le contenu des modules 10 à 13.

FORMATION « LE CONTENTIEUX DES CONTRATS DE LA COMMANDE PUBLIQUE », DURÉE 2 JOURS

Cette formation permet d'envisager les risques et de gérer les contentieux de la commande publique. Elle permet une approche globale des contentieux possibles en distinguant principalement entre les contentieux de la passation, y

compris les contentieux pénaux, et les contentieux de l'exécution des contrats de la commande publique. Anticiper les différents recours en référé (notamment contractuels et pré-contractuels, mais aussi l'usage des référés classiques) ou des recours spéciaux propres à cette matière permet d'envisager sereinement ses procédures de passation dès l'amont. Les modalités de règlement des conflits en dehors du juge sont bien entendu aussi abordées.

La formation est utile aussi bien aux avocats qu'aux professionnels voulant suivre et anticiper utilement leurs contentieux, ou bien les éviter.

La formation propose le contenu des modules 14 et 15.

Renseignements : Juliette Contamin

tel : 05 67 73 27 69

[✉ juliette.contamin@ut-capitole.fr](mailto:juliette.contamin@ut-capitole.fr)

Objectifs

Le droit de la commande publique est un droit évolutif, qui nécessite des bases saines et des mises à jour régulières des connaissances. L'entrée en vigueur en 2019 du Code de la commande publique est l'occasion pour de nombreux professionnels de repenser globalement leur pratique et d'envisager une maîtrise précise et de long terme de l'ensemble de ce droit et de ses pratiques.

Aujourd'hui, plus de 100 000 structures publiques et parapubliques passent leurs contrats en application de ces règles et le nombre de leurs fournisseurs est encore plus important. Tous ont besoin d'experts en la matière et c'est cette expertise qu'apporte le MBA.

Le MBA répond en même temps à deux attentes :

- * D'abord **celle de professionnels aguerris ou moins expérimentés qui entendent valider et prendre du recul sur leur pratique afin de permettre une nouvelle reconnaissance de leurs compétences grâce à un véritable**

diplôme, plus porteur qu'une série de formations. Le MBA intéresse aussi bien les juristes des collectivités qui passent ou encadrent des contrats que les juristes des entreprises ou professions voulant s'ouvrir aux marchés des personnes publiques, ou les avocats voulant développer ce champ de conseils.

- * Ensuite **celle d'étudiants en fin de parcours qui veulent se spécialiser** afin d'obtenir un double diplôme porteur, favorisant une insertion professionnelle rapide.

Les qualités du diplôme :

L'intérêt est aussi dans la **rencontre des différents publics dans les échanges fructueux d'expérience** qui en découlent. Ainsi, les acheteurs peuvent comprendre comment les exigences sont abordées et comprises par les fournisseurs ou clients, et vice versa. La rencontre des étudiants formés à une vision organisée avec les praticiens et leur expérience plus profonde de certains points est nécessairement enrichissante. Il ressort de tout cela la mise en place d'un réseau entre les différents participants, mais aussi avec les formateurs.

Le diplôme a pour objectif d'amener à une **pratique structurée de l'ensemble du droit de la commande publique et de maîtriser les procédures de passation et la vie du contrat**. L'approche est principalement juridique, mais des éléments relatifs aux modalités concrètes de négociation, à l'approche économique et aux acteurs s'imbriquent avec les éléments juridiques dans une perspective opérationnelle.

La pédagogie du MBA cumule vision globale de la matière et analyse de cas pratiques en petits groupes, afin d'avoir le recul pour les évolutions futures et permettre une immédiate amélioration des pratiques professionnelles.

Points forts :

- * La capacité à anticiper et à replacer les réformes et nouvelles jurisprudences dans un contexte d'ensemble
- * L'entraînement à la rédaction de clauses contractuelles adaptées et à maîtriser les documents contractuels
- * Les cas pratiques de passation
- * La formation à la négociation

- * La capacité à gérer le contrat tout au long de son exécution, des incidents à la résiliation en passant par la modification

Public visé :

- * Les juristes des collectivités territoriales ou des services de l'État
- * Les juristes des entités parapubliques : SEM, SPL, SPLA, EPCI
- * Les juristes des entreprises répondant aux marchés publics : entreprises du BTP, entreprises de services de tous types, fournisseurs de personnes publiques ou voulant s'ouvrir ces marchés
- * Les avocats voulant accéder aux marchés publics des entités publiques ou parapubliques, mais aussi ceux qui veulent développer leurs compétences en conseil dans ces matières
- * Les professions réglementées envisageant une diversification : commissaires aux comptes, experts-comptables
- * Tout juriste ou professionnel ayant une pratique juridique notable voulant sécuriser ses connaissances en la matière

Organisation :

La formation a lieu à l'Université Toulouse 1 Capitole. Sa durée est de 105 heures, soit 15 jours entiers, ainsi que deux demi-journées d'examen (4h d'écrit et un grand oral), les jeudis et vendredis.

L'ensemble des cours aura lieu en présentiel et/ou en distanciel synchrone.

Méthodes et moyens pédagogiques :

Les séances de formation se déroulent dans une salle de cours dédiée, équipée de vidéoprojecteur. Connexion internet. Accès possible aux diverses ressources universitaires : accès aux salles informatiques, centres de documentation et bibliothèques de l'université.

Admission

Conditions d'accès

Conditions préalables à la candidature :

- * Professionnels titulaires d'un M2 ou d'un diplôme équivalent
- * Professionnels titulaires d'un M1 ou d'un diplôme équivalent avec 2 ans d'expérience dans le domaine
- * Professionnels titulaires d'une licence ou d'un diplôme équivalent avec 5 ans d'expérience dans le domaine
- * Étudiants en cours de Master (M2 et M1), notamment droit public et droit immobilier
- * Les titulaires d'un diplôme d'IEP
- * Les personnes ayant remporté un concours A ou B de la fonction publique
- * Autres personnes après accord du directeur et de la commission pédagogique

Toutes les demandes feront l'objet d'un examen du dossier de candidature par la commission pédagogique. Pour les étudiants en cours de formation avis circonstancié du directeur du parcours de master. Pour tous ou en deçà de certains résultats ou expériences antérieurs, le cas échéant entretien à la demande du jury de recrutement. **Capacité minimum d'accueil** : 10 stagiaires. **Capacité maximum d'accueil** : 20 stagiaires.

Inscription

Renseignements candidatures :

- * **par courriel** : [✉ juliette.contamin@ut-capitole.fr](mailto:juliette.contamin@ut-capitole.fr)
- * **auprès** du service commun de Formation Continue, Validation des Acquis et Apprentissage (FC2A) de l'Université Toulouse 1 Capitole, [✉ Juliette Contamin](#), Manufacture des tabacs, 21 allée de Brienne, Bâtiment Q, 1er étage, bureau MQ109.

Tarifs année universitaire 2021/2022 :

- * **Professionnels** : 2800 euros + droits d'inscription universitaire en vigueur.
- * **Accessible aux étudiants** dans la limite des places disponibles : 700 euros (DIU inclus pour les étudiants en cours de master. En sus pour les autres cas).

Et après...

Insertion professionnelle

PERSPECTIVES :

- * Services achat et commande publique des personnes publiques (État, collectivités locales, établissements publics) et parapubliques (sociétés d'économie mixte, associations...).
- * Directions juridiques d'entreprises de construction, d'énergie et d'environnement, de fournitures diverses, de services.
- * Cabinets d'avocats, qu'ils aient déjà ou non une spécialisation en droit public.

L'obtention du MBA permet d'envisager une validation des acquis, partielle ou totale, pour des masters 2 de l'université selon l'expérience professionnelle et la formation antérieure.

En fonction de l'école d'avocat, le MBA peut être validé au titre du PPI.

Contact(s)

Autres contacts

Renseignements

 **Juliette Contamin**

Infos pratiques

Lieu(x)

 Toulouse

En savoir plus

 <https://www.ut-capitole.fr/formations/se-former-autrement/formation-continue/mba-juriste-commande-publique-841953.kjsp>